



## **ACCORD-CADRE DE SERVICES**

### **Cahier des Clauses Administratives Particulières**

**n° 25MA32032-033**

commun à tous les lots

#### **Pouvoir adjudicateur**

---

**Agence de l'eau Rhin-Meuse**

Adresse : Chemin du Longeau BP 30019 57160 ROZERIEULLES

Téléphone : +33387344700

#### **Représentant du pouvoir adjudicateur**

---

Monsieur le Directeur Général de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse

#### **Objet de l'accord-cadre**

---

**Réalisation de prélèvements, de mesures et d'analyses chimiques  
dans les eaux souterraines et dans l'eau, les sédiments et les  
matières en suspension des cours d'eau et des plans d'eau du  
Bassin Rhin-Meuse (2026-2029)**

# Sommaire

<b>1. Préambule.....</b>	<b>4</b>
<b>2. Objet de l'accord-cadre – Dispositions générales.....</b>	<b>4</b>
2.1 Objet de l'accord-cadre.....	4
2.2 Montants de l'accord-cadre.....	4
2.3 Décomposition en lots et fractionnement à bons de commande.....	5
2.4 Conditions de passation des bons de commande.....	5
2.5 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel.....	6
2.6 Traitement des données.....	6
<b>3. Durée de l'accord-cadre – Reconduction – Délais d'exécution.....</b>	<b>7</b>
3.1 Durée – Délais d'exécution.....	7
3.2 Prolongation des délais d'exécution.....	8
3.3 Reconduction.....	8
<b>4. Pièces constitutives de l'accord-cadre.....</b>	<b>8</b>
<b>5. Forme des notifications et informations au titulaire.....</b>	<b>9</b>
<b>6. Prix – Variation du prix.....</b>	<b>9</b>
6.1 Mode d'établissement du prix de l'accord-cadre.....	9
6.2 Variation du prix.....	9
<b>7. Retenue de garantie.....</b>	<b>10</b>
<b>8. Avance.....</b>	<b>10</b>
8.1 Modalités de règlement de l'avance.....	10
8.2 Modalités de résorption de l'avance.....	10
<b>9. Règlement des comptes au titulaire.....</b>	<b>11</b>
9.1 Modalités de règlement du prix.....	11
9.2 Paiement des sous-traitants.....	13
9.3 Délais de paiement.....	14
9.4 Intérêts moratoires.....	14
9.5 Règlement en cas de groupements économiques.....	14
<b>10. Modalités d'exécution de l'accord-cadre.....</b>	<b>14</b>
10.1 Conditions d'exécution des prestations.....	14
10.2 Modalités particulières pour un accord-cadre à bons de commande.....	15
10.3 Modification de l'accord-cadre.....	15

10.4 Prestations supplémentaires ou modificatives.....	15
<b>11. Développement durable : Dimension sociale.....</b>	<b>15</b>
11.1 Lots concernés.....	15
11.2 Insertion sociale.....	15
11.3 Conditions d'exécution sociale.....	17
<b>12. Constatation de l'exécution des prestations.....</b>	<b>18</b>
12.1 Procédure des étapes de contrôle.....	18
12.2 Opérations de vérification et décisions.....	19
12.3 Admission, ajournement, réfaction et rejet.....	19
<b>13. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles.....</b>	<b>19</b>
<b>14. Propriété intellectuelle – Utilisation des résultats.....</b>	<b>20</b>
14.1 Régime des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards.....	20
14.2 Régime des résultats.....	20
<b>15. Pénalités.....</b>	<b>20</b>
15.1 Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal..	21
15.2 Pénalités pour inobservation de la clause d'insertion sociale et de promotion de l'emploi.....	21
15.3 Pénalités de retard.....	21
15.4 Pénalités pour livraison de famille incomplète.....	23
15.5 Pénalités de non-intégration.....	23
15.6 Pénalités de préjudice.....	25
<b>16. Garanties.....</b>	<b>25</b>
<b>17. Assurances.....</b>	<b>25</b>
<b>18. Différends.....</b>	<b>26</b>
<b>19. Dispositions en cas d'intervenants étrangers.....</b>	<b>26</b>
<b>20. Obligations du titulaire relatives à la main d'œuvre et aux conditions de travail – Questionnaire RSE.....</b>	<b>26</b>
<b>21. Résiliation de l'accord-cadre.....</b>	<b>27</b>
21.1 Résiliation pour faute.....	27
21.2 Résiliation pour motif d'intérêt général.....	27
<b>22. Dérogations aux documents généraux.....</b>	<b>27</b>

## 1. Préambule

1. Le pouvoir adjudicateur est représenté par le Directeur Général de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse, ou son représentant.

2. Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter.

## 2. Objet de l'accord-cadre – Dispositions générales

### 2.1 Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre porte sur la **Réalisation de prélèvements, de mesures et d'analyses chimiques dans les eaux souterraines et dans l'eau, les sédiments et les matières en suspension des cours d'eau et des plans d'eau du Bassin Rhin-Meuse (2026-2029).**

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### 2.2 Montants de l'accord-cadre

L'accord-cadre est à bons de commande avec un minimum et un maximum fixés en valeur.

Le prestataire est rémunéré par le pouvoir adjudicateur sur les bases suivantes : application des prix unitaires, tels que fixés dans le bordereau de prix ci-annexé, aux quantités de prestations commandées par le pouvoir adjudicateur.

✦ **Pour le lot 1**, les montants minimum et maximum en valeur de l'accord-cadre à bons de commande sont fixés, pour chaque période d'exécution à :

Montant minimum HT (€)	Montant maximum HT (€)
790 000 €	2 555 000 €

✦ **Pour le lot 2**, les montants minimum et maximum en valeur de l'accord-cadre à bons de commande sont fixés, selon la période d'exécution à :

Période	Montant minimum HT (€)	Montant maximum HT (€)
Initiale	270 000 €	880 000 €
Reconduction 1	325 000 €	1 055 000 €
Reconduction 2	270 000 €	880 000 €
Reconduction 3	270 000 €	880 000 €

Les prestations sont rémunérées par application des prix du bordereau des prix du présent accord-cadre aux quantités réellement exécutées.

### 2.3 Décomposition en lots et fractionnement à bons de commande

Les prestations sont réparties en 2 lots traités par accords-cadres séparés désignés ci-après :

<b>Lot 1</b>	<b>Réalisation de :</b> - <b>prélèvements, mesures et analyses chimiques dans l'eau, les sédiments et les matières en suspension des <u>cours d'eau</u></b> - <b>mesures et analyses chimiques dans l'eau et les sédiments des <u>plans d'eau</u></b>
<b>Lot 2</b>	<b>Réalisation de prélèvements, de mesures et d'analyses chimiques dans les <u>eaux souterraines</u></b>

Les prestations des différents lots font l'objet d'un fractionnement en bons de commande au sens des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

### 2.4 Conditions de passation des bons de commande

Chaque bon de commande précisera :

- Le contenu et les quantités des prestations à réaliser ;
  - Le montant du bon de commande ;
  - La référence de l'accord-cadre ;
- S'il y a lieu :*
- Les prix unitaires/forfaitaires des prestations à réaliser ;
  - Les conditions particulières d'exécution ;
  - Les conditions particulières de livraison et d'admission ;
  - Les délais de livraison ;
  - Le lieu de livraison ;
  - Les documents à fournir à la livraison.

Chaque bon de commande sera notifié au prestataire dans les conditions définies à l'article *Forme des notifications et informations au titulaire* ci-dessous et à l'article 3.7 du CCAG FCS.

Les commandes successives seront adressées sous forme de bons de commande qui sont déposés sur le cloud dédié. Le titulaire déposera l'accusé réception du bon de commande dûment complété et signé, sur le cloud dédié, au plus tard sous huit jours à compter de la date de dépôt par l'Agence de l'eau Rhin-Meuse (AERM).

Les bons de commande sont émis à une date permettant la réalisation des campagnes, avant le dernier jour de validité du marché. Toutefois, l'exécution des bons de commande émis au cours des six (6) derniers mois du marché pourra se poursuivre au cours d'une période s'achevant six (6) mois après la date mettant un terme à la durée du marché.

## 2.5 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel

Le titulaire ainsi que l'acheteur sont tenus à une obligation générale de confidentialité et au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel dans les conditions définies à l'article 5 du CCAG.

Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

## 2.6 Traitement des données

Dans le cadre de l'accord-cadre, le titulaire doit mettre en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte de l'acheteur :

- ***Le titulaire devra s'assurer de la réalisation du traitement des données dans les conditions suivantes :***

Le titulaire s'engage à garder confidentiel l'ensemble des documents ou informations auxquels il aura accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

L'Agence et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le RGPD.

Le titulaire (sous-traitant au sens de la réglementation précitée) est autorisé à traiter pour le compte du Responsable de traitement de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse (le Directeur général de l'établissement) les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations. Pour l'exécution de ces prestations, l'Agence met à la disposition du titulaire les informations nécessaires à sa mission.

- ***Les obligations de l'acheteur et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier sont les suivantes :***

Le titulaire doit informer l'acheteur de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer

- ***Les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées sont les suivantes :***

Le titulaire dispose des droits relatifs à ses données à caractère personnel, notamment d'information, d'accès et de rectification. Pour les exercer, il peut contacter la Délégation à la protection des données de l'établissement :

- Par mail : [protection.donnees@eau-rhin-meuse.fr](mailto:protection.donnees@eau-rhin-meuse.fr)
- Par voie postale (avec copie de pièce d'identité en cas d'exercice des droits) :

Délégation à la protection des données  
Agence de l'eau Rhin-Meuse  
Route de Lessy - 57160 Rozérieulles

Le titulaire peut également introduire une réclamation auprès de la CNIL.

- ***Les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations sont les suivantes :***

Dans le cas où une Convention RGPD s'avère nécessaire, ces mesures seront énoncées dans cette Convention qui sera adaptée à la prestation et établie selon le modèle joint au présent CCAP. Cette Convention sera signée avec le titulaire à la notification, pour définir les obligations respectives des parties en matière de sécurité et de protection des données à caractère personnel. Pour ce faire, le titulaire doit mentionner dans son offre l'identité de son Délégué à la Protection des Données ou a minima les coordonnées d'un référent à contacter pour toutes questions sur la protection des données.

– **La durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché sont les suivantes :**

L'agence de l'eau Rhin-Meuse conserve à des fins d'archivage les dossiers administratifs et financiers :

- 5 ans pour les candidatures et offres non retenues
- 10 ans pour les marchés relatifs à des prestations de service, prestation d'études et achats de fournitures courantes
- 150 ans pour les prestations intellectuelles ouvrant droits d'auteur
- Durée de vie du bâtiment pour tous marchés de travaux

Au terme de la prestation relative au traitement de ces données ou au plus tard au terme de la durée du contrat, le titulaire s'engage à détruire de manière irréversible toutes les données à caractère personnel. Une fois celles-ci détruites, le titulaire justifie par écrit de la destruction.

En cas de méconnaissance de la réglementation relative au traitement des données par le titulaire, il sera fait application d'une ou de plusieurs pénalité(s) selon les modalités suivantes : le titulaire encourt la résiliation du marché, sans qu'il soit nécessaire d'appliquer des pénalités au préalable.

En cas de manquement, par le titulaire ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute.

### **3. Durée de l'accord-cadre – Reconduction – Délais d'exécution**

#### **3.1 Durée – Délais d'exécution**

La durée initiale de l'accord-cadre est fixée à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2026 (ou de la date de sa notification si elle est postérieure), jusqu'au 31 décembre 2026.**

Conformément à l'article 13.1.1 du CCAG FCS, le délai d'exécution de l'accord-cadre part de la date de sa notification.

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG FCS, le délai d'exécution de chaque bon de commande part de la date de sa notification sauf si le bon de commande prévoit une date différente. Les délais d'exécution sont détaillés dans le CCTP.

Les délais fixés en jours s'entendent en jours *calendaires* (incluant les samedis, dimanches et jours fériés) et expirent à minuit le dernier jour du délai. Dans certains cas, précisés dans le CCTP, les délais s'entendent en jours ouvrés ou en jours ouvrables, *en dérogation à l'article 3.2 du CCAG FCS.*

Conformément à l'article 3.2 du CCAG FCS, le délai commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où se produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

La date faisant foi pour la réception des livrables sera la date de dépôt sur cloud dédié, le cas échéant en cas d'impossibilité de réaliser le dépôt, la date du mail de livraison.

### 3.2 Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations de l'article 13.3 du CCAG FCS sont seules applicables.

En cas de demande de prolongation de délai dans les conditions définies à l'article 13.3.3 du CCAG FCS, en complément de ces dispositions, il est précisé que le silence de l'acheteur sur la demande de prolongation dans le délai prévu à cet article vaut rejet de la demande.

### 3.3 Reconduction

L'accord-cadre pourra être **reconduit 3 fois**.

Sauf dénonciation expresse du marché par lettre recommandée au plus tard dans les 2 mois précédant la date de fin d'exécution d'une période, celui-ci sera reconduit tacitement 3 fois par période de 12 mois sans que sa durée maximale puisse excéder 48 mois.

La reconduction est **tacite**. Le titulaire ne dispose pas de la faculté de refuser la reconduction de l'accord-cadre.

Si le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il prendra une **décision expresse de non-reconduction** qui sera notifiée au titulaire au plus tard dans un délai de 60 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre.

#### Clause d'anticipation de la reconduction en cas de dépassement du montant maximum :

Si, au cours d'une période contractuelle, le montant maximum indiqué à l'article *Montants de l'accord-cadre* est atteint avant la date d'échéance prévue pour cette période, la reconduction de la période suivante pourra être décidée par le pouvoir adjudicateur, à compter de la date d'atteinte du montant maximum. Le titulaire sera préalablement informé de l'anticipation de la reconduction. La nouvelle période débutera alors immédiatement après épuisement du montant maximum de la période précédente, selon les modalités prévues au marché. La date d'échéance de la nouvelle période sera fixée en conséquence, pour une durée identique à celle mentionnée initialement, sauf disposition contraire expressément stipulée dans la décision de reconduction.

## 4. Pièces constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'**acte d'engagement**, qui sera remis au seul attributaire, et ses éventuelles annexes financières, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.
- Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)** et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.
- Les **Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) (un par lot)** et leurs annexes dont le Plan d'Assurance Qualité (PAQ), dont les exemplaires originaux conservés dans les archives de l'acheteur font seul foi.



L'acte d'engagement, qui sera uniquement remis à l'attributaire, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS)** approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1<sup>er</sup> avril 2021).
- L'**offre technique** du titulaire
- Les **actes spéciaux de sous-traitance** et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

## 5. Forme des notifications et informations au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations, le pouvoir adjudicateur communiquera par échanges dématérialisés dans les conditions suivantes : via la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE) ou par mail.

## 6. Prix – Variation du prix

### 6.1 Mode d'établissement du prix de l'accord-cadre

Le prix du présent accord-cadre est réputé établi sur la base des conditions économiques définies à l'article *Variation du prix* ci-dessous.

### 6.2 Variation du prix

Les prix unitaires sont **fermes** au cours de la période initiale du marché, puis **révisables**.

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du règlement de la consultation.

Ce mois est appelé « *mois zéro* ».

En cas de reconduction pour une nouvelle période de 12 mois, les prix seront révisés au 1<sup>er</sup> jour de cette nouvelle période d'exécution, par application de la formule de révision suivante :

$$P = P_0 [(0,8 \times \text{ICHTrev-TS} / \text{ICHTrev-TS}_0) + (0,2 \times \text{FSD3} / \text{FSD3}_0)]$$

dans laquelle :

- **P** = Prix (HT) révisé
- **P<sub>0</sub>** = Prix (HT) initial prévu dans le bordereau des prix unitaires
- **ICHTrev-TS** = indice ICHTrev-TS de coût horaire du travail pour les activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M – identifiant 001565195) connu à la date de reconduction
- **ICHTrev-TS<sub>0</sub>** = indice ICHTrev-TS de coût horaire du travail pour les activités

spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M – identifiant 001565195) du mois de remise des offres

- **FSD3** = indice de « Frais et Services Divers – modèle 3 » ("FSD3") connu à la date de reconduction.
- **FSD3<sub>0</sub>** = l'indice de « Frais et Services Divers – modèle 3 » ("FSD3") du mois de remise des offres.

Les valeurs des index sont publiées auprès des organismes suivants : au Moniteur des travaux publics et à l'INSEE.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Un nouveau bordereau des prix est adressé par l'Agence au titulaire, avant l'application des nouveaux prix. Ce nouveau bordereau constitue, une fois pour toutes, pièce justificative de toutes les factures émises par le titulaire, afférentes aux prestations fournies au titre du marché pour l'année de reconduction concernée.

En cas de contestation, le titulaire devra adresser à l'Agence son propre bordereau sous quinzaine.

## 7. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

## 8. Avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée aux titulaires des lots de montants supérieurs au seuil fixé par le code précité, sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Le taux de l'avance est fixé à 5 %.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée de l'accord-cadre, dans les conditions définies à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance est de 5 % du montant minimum ramené au nombre de mois selon les règles de calcul fixées par l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

### 8.1 Modalités de règlement de l'avance

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois après production de la garantie le cas échéant.

### 8.2 Modalités de résorption de l'avance

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant TTC de l'accord-cadre selon la formule suivante :

$$\text{Montant de la résorption} = \text{Montant de l'avance} \times (\% \text{ avancement des Prestations} - 65) / 15$$

Le remboursement de l'avance doit être terminé quand le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant TTC des prestations du montant minimum.

Le remboursement de l'avance s'effectuera, sur chaque demande d'acompte, par

prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants ou sous-traitant).

## 9. Règlement des comptes au titulaire

### 9.1 Modalités de règlement du prix

*Par dérogation à l'article 10.2.1 du CCAG FCS, le prix applicable est celui en vigueur à la date du bon de commande.* Aussi, *par dérogation à l'article 10.2.2 alinéa 3 du CCAG FCS*, chaque facture sera établie sur la base des prix indiqués dans les bons de commande, conformément au BPU.

Selon les dispositions de l'article 11 du CCAG FCS, les précisions suivantes sont apportées : Le règlement du prix s'effectue à chaque réalisation de prestations et décision d'admission distinctes : ce règlement prend la forme d'un règlement partiel définitif dans les conditions de l'article 11.7.1 du CCAG FCS.

**Pour le lot 1 (partie des prestations relatives aux prélèvements « eau ») et le lot 2, le titulaire peut demander le paiement :**

- de 100% du montant des livraisons 1 d'une période de prélèvement à l'intégration complète de celle-ci, déduction faite des prélèvements ou analyses non réalisés et des résultats ajournés,
- de 100% du montant de la livraison 2, à l'issue du délai de réserve de l'agence, soit 30 jours après la date de l'intégration complète de celle-ci (cycle de correction compris), déduction faite des analyses non effectuées et des résultats ajournés,
- de 50% du montant de la livraison 3, à l'intégration complète de celle-ci,
- du solde du montant de la livraison 3, à l'issue du délai de réserve de l'agence, soit 60 jours après la date de l'intégration complète de celle-ci (cycle de correction compris, déduction faite des analyses non effectuées et des résultats ajournés.

**Pour le lot 1 (partie des prestations relatives aux prélèvements « sédiments » et « matières en suspension »), le titulaire peut demander le paiement :**

- de 100% du montant des livraisons 1 d'une période de prélèvement à l'intégration complète de celle-ci, déduction faite des prélèvements ou analyses non réalisés et des résultats ajournés,
- de 50% du montant de la livraison 2, à l'intégration complète de celle-ci,
- du solde du montant de la livraison 2, à l'issue du délai de réserve de l'agence, soit 60 jours après la date de l'intégration complète de celle-ci (cycle de correction compris, déduction faite des analyses non effectuées et des résultats ajournés.

Pour tous les lots, les déductions à appliquer liées aux prélèvements non effectués et aux analyses non restituées sont à la charge du titulaire.

Des réfections peuvent être appliquées pendant toute la durée de ces périodes sur l'ensemble des données livrées.

La **préparation au prélèvement** est facturable par le titulaire y compris dans les cas où le prélèvement n'a pu être réalisé et où l'exécution de la prestation respecte les procédures décrites dans le CCTP.

### 9.1.1 Demandes de paiement

- *Demande de règlement partiel définitif :*

Lorsque le titulaire a droit à un règlement partiel définitif conformément aux dispositions ci-dessus, les demandes de paiement des règlements partiels définitifs sont établies, conformément aux articles 11.3 et 11.7 du CCAG FCS ainsi qu'aux dispositions ci-dessous, par le titulaire, dans un délai de 8 jours à compter de chaque décision distincte d'admission des prestations.

En complément des dispositions de l'article 11.3 du CCAG FCS, la demande de paiement est datée et comporte, selon le cas :

- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du contrat, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées, ou le montant des prestations correspondant à la période en cause ;
- Le détail des prix unitaires ;
- Le détail des calculs, avec justifications à l'appui, de l'application des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies hors TVA et TTC ;
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues ;
- La retenue de garantie, établie conformément aux stipulations du contrat ;
- Les pénalités éventuelles pour retard ;
- Les avances à rembourser ;
- Le montant de la TVA ;
- Le montant TTC.

La demande de paiement devra comporter le numéro du bon de commande (une facture ne peut pas se référer à plusieurs bons de commande différents).

Le titulaire transmet le décompte correspondant au règlement partiel définitif qui comporte en outre les parties suivantes :

- Une récapitulation des acomptes perçus pour l'ensemble des prestations du contrat objet du projet de décompte ;
- Le cas échéant, une demande de paiement correspondant :
- Aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations ;
- Au solde du règlement partiel définitif.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier la demande de paiement et le décompte partiel définitif qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplets. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

- *Solde du contrat :*

La demande de paiement du solde est établie, conformément aux dispositions ci-dessous et à l'article 11.7 du CCAG FCS, par le titulaire dans un délai de 8 jours à compter de la

décision d'admission des prestations ou de la dernière décision d'admission distincte en cas de règlement partiel définitif.

Le titulaire transmet le décompte pour solde qui comporte en outre les parties suivantes :

- Une récapitulation des acomptes et/ou règlements partiels définitifs perçus pour l'ensemble des prestations du contrat objet du projet de décompte ;
- Le cas échéant, une demande de paiement correspondant :
- Aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations ;
- Au solde du contrat.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

### 9.1.2 Transmission des demandes de paiement

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique. Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'**identifiant SIRET** de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le suivant : **18570301400018**

## 9.2 Paie ment des sous-traitants

Le paiement du sous-traitant ayant droit au paiement direct s'effectue dans les conditions prévues notamment aux articles L. 2193-10 et R. 2193-10 du Code de la commande publique.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement, en LR/AR, libellée au nom du pouvoir adjudicateur et accompagnée des factures au titulaire de l'accord-cadre. Il transmet également copie de ces pièces à l'Agence de l'eau.

Pour permettre la vérification des sommes à payer directement au sous-traitant et pour assurer l'établissement des acomptes correspondants, le représentant du pouvoir adjudicateur transmet sans délai, copie des factures reçues au titulaire de l'accord-cadre. Cette transmission est sans conséquence sur le délai prévu par l'article R. 2193-12 du Code susvisé pour la vérification de la demande de paiement.

Le titulaire de l'accord-cadre adresse de façon concomitante au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur, par tout moyen permettant de déterminer date certaine, sa décision concernant la demande de paiement et indiquant la somme à régler par l'Agence à chaque sous-traitant concerné, cette somme tenant compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et incluant la TVA, étant entendu que sans réponse de sa part dans les 15 jours à réception de l'AR visé au 2ème alinéa, les prestations sont réputées acceptées et seront réglées par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant.

Le paiement des sommes dues au sous-traitant fera l'objet d'un virement administratif.

### 9.3 Délais de paiement

Les délais dont dispose l'acheteur ou son représentant pour procéder au paiement des règlements partiels définitifs et du solde sont fixés à 30 jours.

### 9.4 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par l'accord-cadre donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par l'accord-cadre) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

### 9.5 Règlement en cas de groupements économiques

En cas de groupement, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des membres, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement.

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet à l'acheteur, la répartition des paiements pour chacun des membres du groupement.

L'acceptation d'un règlement à chacun des membres du groupement solidaire ne saurait remettre en cause la solidarité des membres.

## 10. **Modalités d'exécution de l'accord-cadre**

### 10.1 Conditions d'exécution des prestations

La prestation devra être exécutée dans les délais prévus dans les CCTP et à l'article *Durée de l'accord-cadre – Délais d'exécution* du présent CCAP.

Les prestations seront réalisées dans les conditions définies par le CCTP.

Pour tout changement de personne en cours d'exécution du marché, le titulaire s'engage à la remplacer par une personne de compétence a minima équivalente et à en informer l'Agence, sous peine de résiliation du marché.

Pour toute suspension ou perte de certification (ou équivalent), le titulaire est tenu d'en informer l'Agence et de présenter une alternative permettant de réaliser les prestations conformément au CCTP et à l'**annexe 2** de l'acte d'engagement. A défaut, l'Agence procédera à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, dans les conditions fixées à l'article 45 du CCAG-FCS.

## **10.2 Modalités particulières pour un accord-cadre à bons de commande**

Les commandes sont faites suivant l'établissement des bons de commande. Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la réception du bon de commande pour formuler ses réserves. Passé ce délai, le bon de commande est réputé accepté.

## **10.3 Modification de l'accord-cadre**

L'accord-cadre peut être modifié par la conclusion d'actes modificatifs dans les cas décrits aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

Pour toute modification réglementaire concernant les agréments du Ministère chargé de l'Écologie, un avenant pourra être conclu entre le titulaire et l'Agence.

## **10.4 Prestations supplémentaires ou modificatives**

Dans les conditions prévues à l'article 23 du CCAG FCS, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, pendant l'exécution de l'accord-cadre, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

Comme le présent accord-cadre ne prévoit pas de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire, l'ordre de service prescrivant ces prestations fixera provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives conformément aux dispositions de l'article 23 du CCAG FCS.

# **11. Développement durable : Dimension sociale**

## **11.1 Lots concernés**

Les 2 lots de l'accord-cadre sont concernés.

## **11.2 Insertion sociale**

Conformément à l'article 16.1 du CCAG FCS, il est prévu que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociale et/ou professionnelles. Leur mise en œuvre s'effectue dans les conditions prévues ci-après :

– Profils de publics éligibles à la clause d'insertion : Les publics appelés à bénéficier de ce dispositif sont les suivants :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- les bénéficiaires de minimas sociaux, en particulier les Allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA), de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Invalidité ;
- les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi ;
- les demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), ou d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « École de la 2ème chance » ;
- les personnes ayant le statut de réfugiés ou bénéficiaires de la protection subsidiaire.

En outre, le facilitateur (désigné ci-après) peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières, sur avis motivé de France Travail, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) ou des Missions Locales.

– Périmètre de l'action à réaliser, modalités de mise en œuvre et globalisation des heures d'insertion : Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- *1ère modalité* : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion ou une entreprise adaptée ;
- *2ème modalité* : le recours à une structure de l'insertion par l'activité économique mentionnée à l'article L.5132-4 du Code du Travail afin de réaliser une prestation complémentaire liée à l'exécution du marché (exemple à titre indicatif : nettoyage, gardiennage, blanchisserie...)
- *3ème modalité* : la mise à disposition de salariés (l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une entreprise de travail temporaire, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une association intermédiaire) ;
- *4ème modalité* : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché (contrat à durée indéterminée, contrat à durée déterminée, contrats en alternance).



Les entreprises attributaires concernés par la clause d'insertion et de promotion de l'emploi devront déterminer les modalités de sa mise en œuvre en accord avec le facilitateur.

En cas de sous-traitance, le titulaire échangera avec l'acheteur et le facilitateur quant à la répartition de la volumétrie d'insertion dans un objectif d'une due répartition de celle-ci. En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

- **Intervention d'un facilitateur** : Afin de faciliter la mise en œuvre de cette clause, le facilitateur, nommé ci-dessous, apportera à la demande du titulaire, une assistance à ce dernier pour arrêter les modalités d'exécution, l'assister dans la recherche de bénéficiaires en fonction des tâches confiées et accompagner la démarche des candidats auprès du titulaire.

**Le facilitateur vérifiera notamment, en amont de la signature des contrats de travail, l'éligibilité des candidats au regard de la présente clause.**

A titre indicatif, la personne ressource en la matière est :

### **ELIPS**

- Entreprise Lorraine d'Insertion et de Prestations Spécialisées -  
11, rue du Stade - 57270 UCKANGE

Chargée de mission - Facilitatrice des Clauses Sociales : Mme Stéphanie JACOB

Tel : 07.86.57.07.77

[sjacob@elips57.fr](mailto:sjacob@elips57.fr)

### **• Modalités de calcul de l'obligation**

L'obligation faite s'exprime en nombre d'heures. Elle est calculée par le facilitateur sur la base de la proposition de prix du titulaire, et selon les modalités suivantes :

<b>Heures d'insertion à réaliser</b>	<b>Par tranche de (montant HT cumulé des bons de commande)</b>
6 heures	10.000 €

La clause d'insertion est exécutoire dès lors que le nombre d'heures d'insertion à effectuer, calculé au regard du montant attribué, est **égal ou supérieur à 70 heures**.

## **11.3 Conditions d'exécution sociale**

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A la demande de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse, le titulaire fournit, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles (par exemple, date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités. Les pénalités liées à l'inobservation de la clause d'insertion sociale et de promotion de l'emploi sont détaillées à l'article *Pénalités* du présent CCAP.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, le référent désigné par l'Agence de l'eau Rhin-Meuse, ci-après, étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

Pendant et à l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en postes d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

## 12. Constatation de l'exécution des prestations

La réalisation de chaque commande fait l'objet de vérifications et décisions distinctes.

### 12.1 Procédure des étapes de contrôle

Les prestations sont à réaliser au cours d'un certain nombre de périodes définies par année et variables selon les lots. A l'issue de ces périodes, des résultats doivent être fournis à l'Agence en plusieurs livraisons successives :

- **3 livraisons** pour le lot 1 (prestations relatives aux prélèvements « eau ») et le lot 2
- **2 livraisons** pour le lot 1 (prestations relatives aux prélèvements « sédiments » et « matières en suspension »).

✦ Délai d'acheminement des livraisons après la fin des périodes :

Lots	Nombre de périodes	Livraison 1	Livraison 2	Livraison 3
Lot 1 (« eau »)	26	le premier lundi suivant la fin (a)	12 jours après la fin (a)	50 jours après la fin (b)
Lot 1 (« matières en suspension »)	13	le premier lundi suivant la fin (a)	50 jours après la fin (b)	-
Lot 1 (« sédiments »)	1	le premier lundi suivant la fin (a)	50 jours après la fin (b)	-
Lot 2	4	le premier lundi suivant la fin (a)	12 jours après la fin (a)	50 jours après la fin (b)

✦ Contrôle et admission des résultats :

❶ Un premier contrôle est appliqué à la livraison, au moment de sa réception, pour déterminer **sa recevabilité formelle et technique**.

❷ Si la livraison n'est pas recevable, le titulaire dispose d'un total cumulé de 12 jours pour fournir une livraison recevable, faute de quoi des pénalités journalières s'appliquent jusqu'à recevabilité

❸ Si la livraison est recevable ➡ ❹,

- ④ Un second contrôle est appliqué à la livraison pour évaluer **sa plausibilité et sa qualité**.
  - ⑤ S'il s'agit d'une livraison (a), l'Agence dispose de 30 jours pour effectuer la seconde série de contrôle.
  - ⑥ S'il s'agit d'une livraison (b), l'Agence dispose de 60 jours pour effectuer la seconde série de contrôle.
  - ⑦ Si, au plus tard à l'issue des 30 jours (a) ou 60 jours (b), l'Agence n'a pas demandé de justification ou de correction ou si, avant cette échéance, l'Agence a prononcé l'admission de la livraison, la livraison est admise et la livraison peut être payée par l'Agence
  - ⑧ Si, pendant les 30 jours (a) ou 60 jours (b), l'Agence a demandé des justifications ou des corrections, la livraison est ajournée et le titulaire dispose de 30 jours pour répondre à la demande de l'Agence. A l'issue du délai de réponse, des pénalités s'appliquent jusqu'à retour à ⑤ ou ⑥.

Lorsque l'Agence estime que certains résultats fournis sont suspects et doivent être corrigés ou vérifiés pour pouvoir être admis, le titulaire doit fournir les **données vérifiées et/ou corrigées** dans un délai de 30 jours à compter de l'envoi de la demande de l'Agence.

## 12.2 Opérations de vérification et décisions

*Par dérogation aux articles 27, 28 et 29 du CCAG FCS*, les opérations de vérification se dérouleront selon les modalités suivantes :

- Nature des opérations de vérification : Les modalités de vérification et validations des prestations sont décrites au CCTP .
- Modalités de réalisation des opérations de vérification : Ces conditions sont décrites au CCTP.

## 12.3 Admission, ajournement, réfaction et rejet

L'admission (et l'éventuel ajournement, réfaction et rejet) sera prononcée par l'acheteur conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG FCS.

# 13. **Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles**

Lorsque la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édition par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, une suspension de tout ou partie des prestations sera prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension sera demandée par le titulaire, l'acheteur se prononcera sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Les dispositions de l'article 24 du CCAG FCS seront applicables.

## 14. Propriété intellectuelle – Utilisation des résultats

### 14.1 Régime des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards

Les dispositions des articles 35 et 36 du CCAG FCS seront applicables à l'accord-cadre.

Aussi, dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution de l'accord-cadre, avant toute intégration et/ou utilisation d'une connaissance antérieure ou d'une connaissance antérieure standard non prévue dans l'offre.

Le titulaire précise l'ensemble des éléments nécessaires à l'utilisation des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards par l'acheteur.

### 14.2 Régime des résultats

En vertu de l'article 37 du CCAG FCS :

- Dans le cadre de l'accord-cadre, le titulaire accorde à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation découlant de l'objet des prestations de l'accord-cadre.
- Pour permettre à l'acheteur d'exercer les droits qui lui sont accordés, le titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours de l'accord-cadre.
- Le titulaire de l'accord-cadre ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables à l'accord-cadre.

## 15. Pénalités

*Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS*, le titulaire sera exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 300 euros HT sur l'ensemble de l'accord-cadre.

Dispositions particulières lors de l'application des pénalités :

Une fois le seuil de 300 € HT atteint, les pénalités deviennent applicables mais seront calculées et cumulées trimestriellement.

Le titulaire sera alerté, pour chaque bon de commande, de la mise en œuvre des pénalités éventuelles, dans les conditions prévues à l'article 14.1.1 du CCAG FCS. A la fin de chaque trimestre, les pénalités établies et admises au cours de celui-ci feront l'objet d'un cumul dont le montant sera liquidable sur la demande de paiement suivante.

Les pénalités ainsi calculées font l'objet d'une retenue sur la première demande de paiement non encore réglée du titulaire. A défaut de montant suffisant sur cette demande de paiement, le solde des pénalités fait l'objet de l'émission d'un ordre de recouvrer conformément à la réglementation en vigueur.

Les dates de mise en liquidation des pénalités sont fixées aux 1<sup>er</sup> janvier, 1<sup>er</sup> avril, 1<sup>er</sup> juillet et 1<sup>er</sup> octobre de l'année en cours

En cas de difficultés rencontrées par les services de l'Agence de l'eau dans le cadre de ce dispositif de liquidation trimestrielle des pénalités au-delà du seuil d'application de 300 € HT, il pourra être mis fin à celui-ci. Dès lors, les pénalités seront liquidables dès leur survenance.

### 15.1 Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal

En application de l'article L. 8222-6 du Code du travail, dans le cas où le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, il encourt une pénalité égale à 10 % du montant du contrat, dans la limite du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

### 15.2 Pénalités pour inobservation de la clause d'insertion sociale et de promotion de l'emploi

Les pénalités sont les suivantes :

✦ Pénalité pour non-respect de la clause d'insertion sociale :

En application des dispositions de l'article 16.1.5 du CCAG FCS, en cas de non-respect de la clause d'insertion sociale, et suite à une mise en demeure restée infructueuse, une pénalité forfaitaire d'un montant de 60 € par heure d'insertion non réalisée sera appliquée.

✦ Pénalité en cas d'absence injustifiée à une réunion de suivi de l'exécution de la clause sociale :

En cas d'absence injustifiée à une réunion de suivi de l'exécution de la clause sociale d'insertion, le titulaire se voit appliquer, après avoir été mis en demeure de justifier son absence, une pénalité forfaitaire de 100 €.

✦ Pénalité relative à la non-transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle : en cas de non-transmission, transmission partielle ou retard de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle (notamment justificatifs d'éligibilité des publics et justificatifs des missions confiées et heures réalisées), le titulaire se voit appliquer, pour chaque manquement, et après avoir été mis en demeure d'y remédier, une pénalité forfaitaire d'un montant de 100 € par jour calendaire de retard.

### 15.3 Pénalités de retard

*Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS*, le montant des pénalités de retard ne pourra excéder 30 % du montant total HT de et pour chaque bon de commande.

L'acheteur invitera, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précisera le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations

formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard seront appliquées suivant les modalités définies ci-après, *en dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS*.

### 15.3.1 Retard ou non-conformité des résultats

Pour les fichiers des résultats d'analyses qui :

- ne sont pas transmis dans les délais contractuels,
- sont transmis au-delà des 12 jours dont dispose le titulaire pour présenter une livraison conforme permettant une intégration complète,

Les pénalités seront calculées en application de la formule :

$$P = V * R / 100$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard

### 15.3.2 Retard dans la remise des livrables ou les demandes de vérifications/corrections

*Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS*, lorsque le délai contractuel est dépassé du fait du titulaire, celui-ci encourt des pénalités d'un montant forfaitaire calculées comme suit :

1°) s'agissant de la **remise des livrables** que sont : le planning détaillé, la table des méthodes, les comptes-rendus de tournées de prélèvement, et, pour le seul lot 2, le fichier des informations complémentaires relatives au prélèvement :

- 100 euros par jour de retard compris entre 1 et 10 jours de retard,
- puis 200 euros par jour de retard à partir du 11ème jour de retard.

2°) s'agissant de la **demande de vérification/confirmation** ou de **correction de données ou métadonnées suspectes**, ou de la **demande d'informations complémentaires sur des résultats fournis** :

- 50 euros par jour de retard compris entre 1 et 10 jours (\*) de retard,
- puis de 100 euros par jour de retard à partir du 11ème jour (\*) de retard

(\*) *au-delà des 30 jours dont dispose le titulaire pour répondre à la demande concernée.*

3°) s'agissant de la **remise des éléments matériels nécessaires à des prélèvements réalisés dans le cadre d'un autre contrat (article 3.3.2 du CCTP lot 1)** :

- 50 euros par jour de retard compris entre 1 et 10 jours de retard

## 15.4 Pénalités pour livraison de famille incomplète

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG FCS, une famille ne sera pas payée si au moins 10% des résultats de cette famille :

- ne sont pas livrés,
- sont définis comme *non-conformes* par l'Agence, dans les délais qu'elle se réserve, après réception des fichiers, pour prononcer l'admission des résultats.

## 15.5 Pénalités de non-intégration

Au cours de chaque période, pour chaque livraison et pour chaque semaine de la livraison 1, un livrable fourni par le titulaire est attendu par l'Agence, à une échéance donnée selon le calendrier prévisionnel des opérations.

Si, pour cause de *non-intégrabilité*, une livraison doit donner lieu à plusieurs tentatives, la fraction des données qui n'aura pu être intégrée donnera lieu à une pénalité de non-intégration. Cette pénalité est progressive et augmente avec le nombre de tentatives de livraison.

- Cas des livraisons pour les mesures sur eau :

Pour la livraison 1 des mesures sur eau, le montant de la livraison 1 pour un prélèvement étant unique, le montant des prestations de référence sera égal à 1/3 du montant total des prestations commandées et l'assiette de la pénalité sera calculée sur la base du tiers des prélèvements prévus pour la période.

- Pour la livraison 1 des mesures sur sédiments, la réalisation des prélèvements étant conditionnée aux conditions hydrométéorologiques, cette pénalité ne s'appliquera pas.

Les tableaux suivants décrivent les coefficients appliqués pour la pénalité de non-intégration, en fonction des cas.

★ **Tableau 1 (lot 1) :**

Coefficients applicables pour la pénalité de non-intégration des données de **cours d'eau**

Type de prélèvement	Livraison - Semaine	Montant des prestations de référence (MPR)	Assiette de la pénalité	Coefficient de pénalité			
				Tentative 1	Tentative 2	Tentative 3	Tentative 4 et suivantes
Eau	Liv1 - S01	MPC/3	$MPR \times PR/(PT/3)$	0,1	0,3	0,5	0,5
	Liv1 - S02	MPC/3	$MPR \times PR/(PT/3)$	0,1	0,3	0,5	0,5
	Liv1 - S03	MPC/3	$MPR \times PR/(PT/3)$	0,1	0,3	0,5	0,5
	Liv2	MPC	MPC-MPL	0	0,3	0,5	0,5
	Liv3	MPC	MPC-MPL	0	0	0,5	0,5
Matières en suspension	Liv1	MPC	MPC-MPL	0,1	0,3	0,5	0,5
	Liv2	MPC	MPC-MPL	0	0	0,5	0,5
Sédiments	Liv1	MPC	MPC-MPL	0	0	0	0
	Liv2	MPC	MPC-MPL	0	0	0,5	0,5

★ **Tableau 2 (lot 1) :**

Coefficients applicables pour la pénalité de non-intégration des données de **plans d'eau**

Type de prélèvement	Livraison	Montant des prestations de référence (MPR)	Assiette de la pénalité	Coefficient de pénalité			
				Tentative 1	Tentative 2	Tentative 3	Tentative 4 et suivantes
Eau	1	MPC	MPC-MPL	0,1	0,3	0,5	0,5
	2	MPC	MPC-MPL	0	0,3	0,5	0,5
	3	MPC	MPC-MPL	0	0	0,5	0,5
Sédiments	1	MPC	MPC-MPL	0,1	0,3	0,5	0,5
	2	MPC	MPC-MPL	0	0	0,5	0,5



✦ **Tableau 3 (lot 2) :**

Coefficients applicables pour la pénalité de non-intégration des données d'eaux souterraines

Livraison	Semaine	Montant des prestations de référence (MPR)	Assiette de la pénalité	Coefficient de pénalité			
				Tentative 1	Tentative 2	Tentative 3	Tentative 4 et suivantes
1	1	MPC/5	$MPR \times PR/(PT/5)$	0,1	0,3	0,5	0,5
	2	MPC/5	$MPR \times PR/(PT/5)$	0,1	0,3	0,5	0,5
	3	MPC/5	$MPR \times PR/(PT/5)$	0,1	0,3	0,5	0,5
	4	MPC/5	$MPR \times PR/(PT/5)$	0,1	0,3	0,5	0,5
	5	MPC/2,5	$MPR \times PR/(PT/2,5)$	0,1	0,3	0,5	0,5
	6	MPC/2,5	$MPR \times PR/(PT/2,5)$	0,1	0,3	0,5	0,5
2	Sans objet	MPC	MPC-MPL	0	0,3	0,5	0,5
3	Sans objet	MPC	MPC-MPL	0	0	0,5	0,5

Légende :

MPR	Montant des prestations de référence
MPC	Montant de prestations commandées
PR	Prélèvements rejetés pour la livraison et la semaine
PT	Prélèvements totaux pour la période
MPL	Montant des prestations livrées

## 15.6 Pénalités de préjudice

En cas de non-réalisation ou d'invalidation de la totalité des prestations programmées du fait du titulaire, avec un prélèvement non reprogrammable, il sera fait application d'une pénalité forfaitaire représentant 50% de la prestation de préparation du prélèvement + 100% de la prestation de prélèvement (par station et par support).

## 16. Garanties

Il sera fait application de l'article 33 du CCAG FCS.

## 17. Assurances

Le titulaire désigné dans l'accord-cadre devra justifier dans les quinze jours à compter de la demande de l'acheteur d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de l'acheteur à la suite de tous les

dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après l'exécution des prestations.

## 18. Différends

En cas de différends entre les parties, il sera fait application de l'article 46 du CCAG FCS.

La loi française est seule applicable.

Le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Strasbourg.

## 19. Dispositions en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte de l'accord-cadre est l'euro (€). Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

*« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance de l'accord-cadre n°..... du ..... ayant pour objet ..... »*

*Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'accord-cadre et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP.*

*Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français. »*

## 20. Obligations du titulaire relatives à la main d'œuvre et aux conditions de travail – Questionnaire RSE

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions internationales du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander, à tout moment pendant l'exécution de l'accord-cadre, les documents justifiant que le titulaire respecte les obligations mentionnées ci-dessus.

Il appartient au titulaire de transmettre au pouvoir adjudicateur, tous les six (6) mois et jusqu'à la fin de l'accord-cadre, les documents suivants :

- Les documents attestant qu'il est en règle du paiement de ses cotisations sociales (*attestations datant de moins de six mois*) ;

- La liste des salariés étrangers, en application des articles D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail qui mentionnera, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation du travail.

Afin de simplifier et de sécuriser les démarches administratives du titulaire, l'Agence de l'eau Rhin-Meuse met gracieusement à sa disposition une plate-forme en ligne : [www.e-attestations.com](http://www.e-attestations.com) qui lui permettra de déposer l'ensemble des documents administratifs précités. Pour ce faire, le moment venu, le titulaire se verra adresser une clé d'identification pour accéder à cette plate-forme, y déposer les documents nécessaires et suivre leurs mises à jour. L'Agence de l'eau n'acceptera donc pas d'autres modes de transmission des pièces précitées.

Par ailleurs, dans le cadre de ses engagements en matière de responsabilité sociétale des entreprises (RSE), l'Agence de l'eau Rhin-Meuse souhaite affiner l'évaluation RSE de ses tiers. Cette démarche est automatiquement réalisée, postérieurement à l'attribution du marché, via la plate-forme E-Attestations. Aussi, le titulaire pressenti sera également **invité à compléter le questionnaire de maturité de sa démarche RSE** accessible en ligne sur la plateforme.

## 21. Résiliation de l'accord-cadre

Les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS sont applicables au présent l'accord-cadre auxquelles s'ajoutent les dispositions ci-dessous.

### 21.1 Résiliation pour faute

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 41 du CCAG FCS.

L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

### 21.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial hors TVA de l'accord-cadre, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises.

## 22. Dérogations aux documents généraux

Il est dérogé :

- À l'article 3.2 du CCAG FCS par l'article *Durée – Délais d'exécution*
- À l'article 4.1 du CCAG FCS par l'article *Pièces constitutives de l'accord-cadre*
- À l'article 10.2 du CCAG FCS par l'article *Modalités de règlement du prix*
- Aux articles 14.1 et 30.3 du CCAG FCS par l'article *Pénalités*
- Aux articles 27, 28 et 29 du CCAG FCS par l'article *Opérations de vérifications et décisions*